

Déclaration d'origine des fonds Personne Physique

Renseignements

N° associé (si déjà client) :

Nom :

Prénom :

Date de Naissance : / /

Adresse :

Pays de résidence :

Profession :

Secteur d'activité - NAF⁽¹⁾ :

Dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le Groupe La Française est dans l'obligation de vérifier l'origine légale des capitaux dès le 1^{er} euro dans les situations suivantes :

- Vous êtes une « Personne Politiquement Exposée⁽²⁾ »
- Vous êtes non-résident. Préciser le pays :
- Fonds en provenance de l'étranger. Préciser le pays :
- Opération \geq à 150 000 € (unitaire ou cumul d'opérations sur 1 an glissant)
- Opération impliquant un tiers (Le tiers s'entend comme une personne différente du client : membre de la famille, amis, conseillers, partenaires, associés, chèque de banque...)

Situation financière et patrimoniale

Types de revenus	
<input type="checkbox"/> Salaires	<input type="checkbox"/> Jetons de présence / Dividendes
<input type="checkbox"/> Revenus immobiliers	<input type="checkbox"/> Revenus de capitaux mobiliers
<input type="checkbox"/> Autre :	

Revenus annuels nets du foyer		Estimation du patrimoine	
<input type="checkbox"/> 0 à 50 000 €	<input type="checkbox"/> 100 000 € à 150 000 €	<input type="checkbox"/> < 300 000 €	<input type="checkbox"/> 500 000 € à 1 000 000 €
<input type="checkbox"/> 50 000 € à 100 000 €	<input type="checkbox"/> > 150 000 €	<input type="checkbox"/> 300 000 € à 500 000 €	<input type="checkbox"/> > 1 000 000 €

(1) Voir code NAF indiqué sur le bulletin de salaire

(2) Merci de compléter la partie « Personne Politiquement Exposées »

Origine du patrimoine ou des fonds impliqués dans l'opération

Vous attestez que les fonds d'un montant de :

Ont pour origine (cochez les cases utiles et complétez les champs) :

- Opération à crédit Nom de l'établissement bancaire :
- Revenus Nature des revenus :
- Succession Date : /..... /..... Montant : Lien de parenté :
- Donation Date : /..... /..... Montant : Lien de parenté :
- Vente immobilière Date : /..... /..... Montant :
- Cession d'actifs Date : /..... /..... Montant : Actifs :
- Rachat d'un contrat
d'assurance : Date : /..... /..... Montant : Souscripteur :
- Bénéficiaire d'un contrat
d'assurance : Date : /..... /..... Montant : Lien de parenté :
- Gains au jeu : Date : /..... /..... Montant : Jeu :
- Autres :

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux, un justificatif de l'origine des fonds est exigé (attestation de rachat du contrat d'assurance – acte notarié – facture de vente – copie de l'offre de prêt – acte de notoriété – déclaration de donation – bulletin de salaire – etc.). **Merci de joindre à ce document le document justificatif.**

Préciser la nature et la date de la pièce justificative :

Date : /..... /..... Nature :

Personnes Politiquement Exposées (PPE)

Vous, un membre de votre famille ou un proche (étroitement associé à une personne politiquement exposée) exercez ou avez exercé depuis moins d'un an un mandat politique, une fonction juridictionnelle ou administrative pour le compte d'un Etat ?

Oui Non

Civilité, Nom et Prénom de la PPE :

Lien familial (si membre de la famille) :

Lien avec la PPE (si proche) :

Description de la fonction :

Pays :

Date d'entrée en fonction : /..... /..... Date de cessation : /..... /.....

A compléter de manière exhaustive : tous les champs doivent être complétés (informations strictement confidentielles). Les informations à caractère personnel recueillies ci-dessus sont obligatoires.

En cas de carence ou d'insuffisance de renseignement dans le présent document, La Française AM Finance Services se réserve le droit de refuser l'opération.

Ces informations sont exclusivement réservées à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ; elles ne sauraient être utilisées à d'autres fins ni communiquées à des tiers non autorisés.

Fait à :, le : / /

Nom et prénom du signataire :

Signature :

LOI INFORMATIQUE ET LIBERTÉS / DONNÉES PERSONNELLES : les informations recueillies sur ce questionnaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par le responsable de traitement de LF AM FS [ou nom commerciale déposé auprès de l'ACPR] pour le respect de ses obligations réglementaires et légales. Les informations seront uniquement utilisées à cette fin. Si vous ne répondez pas à ce questionnaire, nous ne pourrions pas traiter votre dossier. Veuillez noter que vous disposez, dans les limites prévues par la législation applicable, d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement, à la portabilité de vos données, un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle (CNIL) ainsi qu'un droit d'opposition notamment à l'envoi de communications marketing. Vous disposez également d'un droit de définir des directives relatives au sort de vos données personnelles après votre décès. Pour exercer ces droits, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : Direction de la Clientèle du Groupe La Française, sis 128, boulevard Raspail - Paris 75006. Pour plus d'informations, veuillez lire notre politique de confidentialité accessible sur le lien suivant : <https://www.la-francaise.com/fr/politique-de-confidentialite-et-de-cookies/>

MONIWAN

Moniwan est une marque de La Française AM Finance Services.

La Française AM Finance Services est une SAS au capital de 800.000 euros, dont le siège est situé à PARIS (75006) - 128, boulevard Raspail, immatriculée sous le numéro 326 817 467 RCS PARIS (<https://www.infogreffe.fr/>) et est une entreprise d'investissement agréée par l'ACPR le 12/11/2008 sous le numéro 18673 ([HYPERLINK "http://www.regafi.fr"](http://www.regafi.fr) www.regafi.fr) et immatriculée auprès de l'ORIAS sous le n°13007808 en qualité de courtier d'assurance (<https://www.orias.fr/>)

Annexe DOF

Personne Physique

Définition d'un bénéficiaire effectif

Qu'est-ce qu'un bénéficiaire effectif ?

La ou les personnes physiques qui détiennent, directement ou indirectement, **plus de 25 % du capital ou des droits de vote de la société**

Ou la(les) personne(s) physique(s) qui exerce(nt) **le contrôle sur une société**

Ou si aucun de ces deux critères n'est rempli, **le représentant légal** (le directeur général des sociétés anonymes à conseil d'administration ou le président des sociétés par actions simplifiées).

Définition de Personne Politiquement Exposée

Au sens de l'article R. 561-18 du code monétaire et financier, les fonctions sont les suivantes :

- 1** - Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne ;
- 2** - Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen ;
- 3** - Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours ;
- 4** - Membre d'une cour des comptes ;
- 5** - Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ;
- 6** - Ambassadeur, chargé d'affaires, consul général et consul de carrière ;
- 7** - Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée ;
- 8** - Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ;
- 9** - Dirigeant d'une institution internationale publique créée par un traité.

Sont considérées comme des personnes connues pour être des membres directs de la famille d'une PPE :

- 1** - Le conjoint ou le concubin notoire ;
- 2** - Le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
- 3** - En ligne directe, les ascendants, descendants et alliés, au premier degré, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère.

Sont considérées comme des personnes connues pour être étroitement associées à une PPE :

- 1** - Toute personne physique identifiée comme étant le bénéficiaire effectif d'une personne morale conjointement avec ce client ;
- 2** - Toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits avec ce client.

Documents pouvant être acceptés à titre de justificatif d'origine des fonds/destination des fonds

Cette liste n'est pas exhaustive et donnée à titre d'exemple, nous vous invitons à vous rapprocher de la direction de la clientèle du Groupe La française en cas de demande d'information complémentaire.

Origine des fonds	Destination des fonds	Documents à demander
Rachat de contrat d'assurance		Copie du courrier de la Compagnie d'assurance confirmant le paiement avec montant + nom du bénéficiaire + date de l'opération
Bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie détenu par un tiers		Copie du courrier de la Compagnie d'assurance avec montant + nom du bénéficiaire + date de l'opération
Vente de titres		Copie du courrier de l'établissement financier confirmant le paiement avec montant + nom du bénéficiaire + date de l'opération
Vente immobilière		Acte notarié mentionnant l'opération et précisant le prix
	Achat immobilier	Acte notarié mentionnant l'opération en précisant le prix ou compromis de vente
	Travaux dans résidence principale ou résidences secondaire	Devis accepté (un devis non accepté par le client n'est pas un justificatif recevable) ou factures – Merci de contrôler de l'existence de la société qui réalise les travaux (mentionnée sur le devis ou sur les factures) en consultant le répertoire SIREN https://avis-situation-sirene.insee.fr/
Vente d'un bien immobilier		Copie de la facture acquittée avec description du bien vendu + montant + date + nom du vendeur
Achat à crédit		Copie de l'offre de prêt signée
Succession		Copie de l'acte de succession notarié ou copie de la déclaration de succession en l'absence de notaire adressée au centre des impôts
Rapatriement d'avoirs détenus à l'étranger		Formulaire n°3916 « Déclaration par un résident d'un compte ouvert hors de France + justification de la régularisation fiscale (courrier de STDR par exemple) + justificatif de l'ORIGINE INITIALE DES FONDS
Donation ou don manuel (prêt amical)		Copie de l'acte notarié ou copie de la déclaration faite auprès des services fiscaux (Cerfa n°2731 ou 2735)
	Donation ou don manuel	Copie de l'acte notarié ou copie de la déclaration faite auprès des services fiscaux (Cerfa n°2731 ou 2735)
Epargne		Copie des derniers bulletins de salaires OU AUTRES justificatifs si les salaires ne sont pas l'origine de l'épargne constituée
Réduction du capital de la société		PV d'AG enregistré auprès du greffe du tribunal
	Augmentation du capital de la société	PV d'AG enregistré auprès du greffe du tribunal
Vente de parts de société		Copie de l'acte notarié ou d'une attestation établie par un avocat certifiant la vente + prix + date + nom du vendeur et/ou copie de l'acte de cession de parts ou du protocole de cession + copie des statuts mentionnant la réduction de capital
Versement dividendes société ou assimilés		% de détention via l'obtention des Statuts + PV décidant du versement
Gain au jeu		Justificatif émis par la Française des jeux

Contact :

128, boulevard Raspail - 75006 PARIS

Tél. : 01 44 56 11 11

produitsnominatifs@la-francaise.com